

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**  
**MÉTROPOLE DE LYON**  
**VILLE D'OULLINS**  
**DÉCISION DU MAIRE**

**N° D21\_055**

**Objet : Contrat de location de la salle du Pôle Social du Golf au STEMO LYON SUD pour le jeudi 24 juin 2021 de 9h à 17h**

**Le Maire d'Oullins,**

Vu le Code Civil ;

Vu la délibération n°20190620\_14 du Conseil municipal en date du 20 juin 2019 relative au règlement intérieur des salles municipales ;

Vu la délibération n°20200716\_1 du Conseil municipal en date du 16 juillet 2020 donnant délégations au Maire ;

Vu la décision n°D21\_021 relative aux tarifs des salles municipales à compter du 1<sup>er</sup> mars 2021 ;

Vu l'arrêté n°SJ20\_437 du 7 juillet 2020 donnant délégations de fonctions et de signature à Madame Christine CHALAND, sixième Adjointe ;

**DECIDE :**

**Article 1 :**

Il est conclu entre la commune d'Oullins et le Service Territorial Educatif de Milieu Ouvert Lyon Sud (STEMO LYON SUD) un contrat de location de la salle du Pôle Social du Golf pour le jeudi 24 juin 2021 de 9h à 17h. L'occupation des biens est consentie à titre gratuit, le STEMO LYON SUD étant un service déconcentré de l'État œuvrant pour un intérêt local. Le contrat est annexé à la présente décision.

**Article 2 :**

Le Directeur Général des Services, le Trésorier Principal d'Oullins et le Responsable de service sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Certifié exécutoire par :  
Transmission en préfecture le     /     /  
Publication dans le recueil des actes  
administratifs n°     le     /     /  
  
Christine CHALAND  
Adjointe Déléguée

**Fait à Oullins, le 04/06/2021**

**Pour le Maire,  
Clotilde POUZERGUE et par délégation,  
l'Adjointe déléguée,  
Christine CHALAND**

*La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Lyon par le biais d'une requête sous format papier ou déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr); dans un délai de deux mois à compter de sa réception. L'auteur de la décision peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*